

GENERAL
ASSEMBLYASSEMBLEE
GENERALEA/760
3 décembre 1948
FRENCH
ORIGINAL : ENGLISH

Troisième session

Dual distribution

GENOCIDE : PROJET DE CONVENTION ET RAPPORT DU CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Rapport de la Sixième Commission

Rapporteur : M. J. SPIROPOULOS (Grèce)

1. Par sa résolution 96 (I) du 11 décembre 1946, l'Assemblée générale a, au cours de la seconde partie de sa première session, affirmé que le génocide était un crime de droit des gens que le monde civilisé condamnait. Elle a également chargé alors le Conseil économique et social d'entreprendre les études nécessaires en vue de rédiger un projet de convention sur le crime de génocide qui serait soumis à l'Assemblée générale lors de sa deuxième session ordinaire.
2. Par sa résolution 47 (IV) du 28 mars 1947, le Conseil économique et social a chargé le Secrétaire général d'élaborer, avec l'aide d'experts, un projet de convention sur le crime de génocide.
3. Conformément à ces instructions, le Secrétaire général a élaboré un projet de convention qui a été communiqué le 7 juillet 1947 aux Etats Membres pour commentaire et qui, accompagné des commentaires reçus des Etats Membres, a été présenté à l'Assemblée générale lors de sa deuxième session ordinaire. ✓
4. Par sa résolution 180 (II) adoptée le 21 novembre 1947, l'Assemblée générale a, lors de sa deuxième session, réaffirmé sa résolution antérieure sur le crime de génocide et a invité le Conseil économique et social à poursuivre les travaux qu'il avait commencés sur la répression du crime de génocide, travaux qui comprenaient l'étude du projet de convention ~~était~~ par le Secrétariat.
5. En conséquence, le Conseil économique et social a institué, lors de sa sixième session, un comité spécial composé des représentants de sept Etats Membres et chargé d'élaborer un projet de convention sur le génocide de à être examiné lors de la session suivante du Conseil. Le Comité spécial s'est réuni du 5 avril au 10 mai 1948 au siège de l'Organisation des Nations Unies et a élaboré un rapport où figure un projet de convention pour la prévention et la répression du génocide (E/794).
6. A sa septième session, le Conseil économique et social a décidé, par sa résolution 153 (VII) du 26 août 1948, de transmettre à l'Assemblée

générale, lors de sa troisième session, le rapport du Comité spécial, le projet de convention et le compte rendu des débats que le Conseil avait, au cours de sa septième session, consacrés à ce sujet (E/SR.180, E/SR.201, E/SR.202, E/SR.218 et E/SR.219).

7. Lors de sa 142ème séance plénière tenue le 24 septembre 1948, l'Assemblée générale a décidé de renvoyer la question à la Sixième Commission pour que celle-ci l'étudie et fasse rapport à ce sujet.

8. A sa 63ème séance, tenue le 30 septembre 1948, la Sixième Commission a commencé l'examen de cette question par une discussion générale, après laquelle elle a décidé : (1) d'examiner, article par article, le texte du projet de convention élaboré par le Comité spécial; (2) de commencer par l'article I, se réservant d'étudier le préambule en dernier lieu; (3) de faire part des décisions de la Commission touchant les divers articles et le préambule à un comité de rédaction chargé de l'élaboration d'un projet définitif.

9. Le texte du projet de convention élaboré par le Comité spécial a été examiné par la Sixième Commission de sa 67ème séance à sa 110ème séance, tenues du 5 octobre au 9 novembre 1948. Le texte, revu par le Comité de rédaction, a été examiné par la Sixième Commission de sa 128ème séance à sa 134ème séance, tenues du 29 novembre au 1er décembre 1948. Divers articles, notamment les articles de fond, ont donné lieu à des débats prolongés et à des divergences d'opinion, et la Commission a été saisie d'un nombre considérable d'amendements. Toutefois, le présent rapport ne fait état que des articles qui ont particulièrement retenu l'attention de la Commission.

10. En abordant l'article II du projet de Convention qui définit les actes de génocide, la Commission avait, en particulier, à résoudre trois problèmes importants. En premier lieu, la question se posait de savoir si l'article devait énumérer explicitement les actes de génocide comme le faisait le texte rédigé par le Comité spécial, ou si l'on devait adopter une définition du génocide de caractère général comme le proposait l'amendement déposé par le représentant de la France (A/C.6/211). A sa 72ème séance, la Commission s'est prononcée pour le principe de l'énumération, l'amendement soumis par le représentant de la France ayant été retiré. En deuxième lieu, la question s'est posée de savoir si les groupes politiques devaient figurer au nombre des groupes que la Convention était appelée à protéger comme le suggérait le Comité spécial, ou si ces groupes devaient être exclus de l'article. A sa 75ème séance, par 29 voix contre 13 et 9 abstentions, la Commission a décidé de maintenir les groupes politiques⁺. En troisième lieu, en ce qui concerne les motifs des actes de génocide, on s'est demandé si la Commission devait maintenir le membre de phrase: "en raison de l'origine nationale ou raciale, des croyances religieuses ou des opinions politiques de ses membres", proposé par le Comité spécial. Ce point a été tranché lorsque la Commission, à sa 77ème séance, a adopté, par 27 voix contre 22 et 2 abstentions, l'amendement proposé par le représentant du Venezuela (A/C.6/231) tendant à supprimer le passage en question et à insérer les mots "en tant que tel" après les mots "groupe, national, racial ou religieux", la première partie de l'article II s'énonçant alors comme suit:

"Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, totalement ou partiellement, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, en tant que tel."

Au cours du débat sur les différentes catégories d'actes constituant le génocide, le représentant de la Chine a appelé l'attention de la Commission sur l'intérêt qu'il y aurait à comprendre, dans l'énumération, les actes de génocide commis au moyen de stupéfiants. Cela a été rendu possible lorsque la Commission, à sa 81ème séance, a décidé d'insérer, à l'alinéa 2, les mots "ou mentale", le texte en question s'énonçant alors comme suit: "Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale des membres du groupe".

⁺ Cette décision a été rapportée par la suite (voir paragraphe 21 ci-ap

A sa 82ème séance, la Commission a adopté, par 20 voix contre 13 et 13 abstentions, un amendement proposé par le représentant de la Grèce (A/C.6/242) tendant à insérer, dans l'énumération des actes de génocide, un cinquième point visant le transfèrement forcé d'enfants d'un groupe humain dans un autre.

11. L'article III du projet de Convention qui traite du génocide "culturel" a donné lieu à une discussion sur le point de savoir si la Convention devait s'étendre à cette forme de génocide. A sa 83ème séance, la Commission a décidé, par 25 voix contre 16 et 4 abstentions, de ne pas insérer de dispositions relatives au génocide culturel dans la Convention. Certains représentants ont toutefois fait valoir qu'en prenant position quant au maintien ou à la suppression de l'article III, on ne se prononçait pas sur le principe du génocide culturel et que des mesures de protection contre cette forme de génocide pourraient plus utilement être prises dans le domaine des droits de l'homme.

12. L'article IV du projet de Convention, qui énumérait les différents actes passibles de sanctions, a donné lieu à des débats prolongés notamment en ce qui concerne la question du maintien ou de la suppression de l'alinéa c) qui prévoit que "l'incitation directe, publique ou non publique à commettre le génocide sera punie, qu'elle soit ou non suivie d'effets". Lors de sa 85ème séance, la Commission a rejeté, par 27 voix contre 16 et 5 abstentions, un amendement soumis par le représentant des Etats-Unis (A/C.6/214) tendant à supprimer cet alinéa. D'autre part, la Commission a décidé, au cours de la même séance, de supprimer dans le texte original les mots "non publique" ainsi que les mots "qu'elle soit ou non suivie d'effets".⁺

+ Le représentant de la Suède a fait la déclaration suivante au sujet de l'article IV:

"La discussion qui s'est déroulée au début de la présente séance semble, à mon avis, avoir fait ressortir que la signification des termes correspondants aux expressions françaises et anglaises dont il s'agit ici - incitation, conspiration, tentative, complicité, etc., - est sujette à certaines variations dans les nombreux systèmes de droit pénal qui sont en vigueur dans les pays représentés au sein de notre Commission. Lorsque ces expressions devront être traduites pour permettre d'incorporer le texte de la Convention dans nos différents codes criminels rédigés en d'autres langues, il faudra, sans aucun doute, nous résigner au fait que certaines différences de sens seront inévitables. Il serait donc utile d'indiquer dans le rapport de la Commission que les dispositions de l'article IV de la Convention n'imposent pas aux Etats signataires l'obligation de punir les actes des différentes catégories dans une mesure plus large que les actes correspondants qui constituent les crimes les plus graves, comme par exemple l'assassinat et la haute trahison déjà réprimée par les législations nationales.

Je ne veux pas entrer dans les détails de la législation suédoise qui, du reste, ne présente pas de trop grandes difficultés à cet égard, mais j'estime indispensable de profiter de la présente occasion pour formuler mes réserves sur cette question."

13. Lors de sa 92ème séance, la Commission a abordé l'examen de l'article V qui traite des auteurs du crime de génocide. Elle a examiné en premier lieu l'amendement soumis par le représentant de l'Union des Républiques socialistes soviétiques (A/C.6/215/Rev.1) tendant à ajouter à cet article un deuxième paragraphe dont le texte serait le suivant: ni les prescriptions de la loi ni l'ordre d'une autorité supérieure ne peuvent justifier le génocide". Cet amendement a été rejeté par 28 voix contre 15 et 6 abstentions. La Commission a passé ensuite à la discussion des termes à utiliser pour décrire d'une manière appropriée les auteurs du crime de génocide. Alors que l'expression utilisée dans le texte français original, "des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers", était trouvée satisfaisante et maintenue par conséquent par la Commission, plusieurs représentants ont souligné que l'expression "Heads of State" utilisée dans le texte anglais allait au delà du terme français "gouvernants" et semblerait inclure les chefs d'Etat de monarchies constitutionnelles qui jouissent, en vertu de la Constitution de leur pays, de l'immunité et ne pourraient pas, pour cette raison, être traduits devant un tribunal national. Lors de sa 95ème séance la Commission a donc adopté, par 31 voix contre une et 11 abstentions, un amendement soumis par le représentant des Pays-Bas (A/C.6/253) et modifié par le représentant du Siam de manière à donner au texte anglais la rédaction suivante "constitutionally responsible rulers, public officials or private individuals".⁺ Enfin, la Commission a rejeté, à sa 96ème séance, un amendement soumis par le représentant de la Syrie (A/C.6/246) aux termes duquel les **gouvernants** de fait et les personnes ayant usurpé l'autorité auraient figuré parmi les auteurs de génocide visés à l'article en question. La Commission a estimé que l'article V s'appliquait déjà à ces personnes.

⁺ Le représentant de la Suède a fait la déclaration suivante au sujet de la question de la responsabilité des parlementaires: "Je tiens à souligner que la discussion qui vient d'avoir lieu n'aura apporté aucun éclaircissement concernant la situation des parlementaires à l'égard de l'article que nous venons d'adopter. La question soulevée par la délégation suédoise est donc restée sans réponse. Quant à moi, je conclus que l'article V n'impose aucune obligation précise en ce sens."

14. Un débat assez long s'est engagé à propos de l'article VII du projet de Convention. Dans le texte établi par le Comité spécial, cet article portait que les individus accusés du crime de génocide devaient être jugés par un tribunal compétent de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis ou devant un tribunal international compétent. A sa 98ème séance, la Commission a décidé par 23 voix contre 19 et 3 abstentions, de retirer du texte le passage relatif à la compétence d'un tribunal international^m. Par ailleurs, la Commission a adopté à sa 99ème séance un projet commun de résolution déposé par les représentants des Pays-Bas et de l'Iran (résolution B), invitant la Commission à examiner l'opportunité et la possibilité de créer un organe judiciaire international chargé de juger les individus accusés du crime de génocide ou d'autres crimes qui seraient de la compétence de cet organe en vertu de conventions internationales.

15. Le texte de l'article X du projet de Convention établi par le Comité spécial portait que les différends relatifs à l'interprétation ou à l'application de la Convention devaient être soumis à la Cour internationale de Justice, étant entendu qu'aucun différend ne devait être soumis à cette Cour s'il mettait en cause une question déferée à un tribunal criminel international compétent, en instance devant ce tribunal ou déjà jugée par lui. Toutefois, la Commission a adopté à sa 104ème séance, en remplacement de cet article, un amendement présenté conjointement par les représentants du Royaume-Uni et de la Belgique (A/C.6/258) et amendé par le représentant de l'Inde, aux termes duquel tout différend entre les parties contractantes relatif à l'interprétation, à l'application ou à l'exécution de la Convention, y compris les différends relatifs à la responsabilité d'un Etat dans l'un des actes énumérés aux articles II et IV devait, à la requête d'une partie contractante, être soumis à la Cour internationale de Justice.

Au cours de sa 105ème séance, la Commission a adopté, comme deuxième paragraphe de l'article X^{mm}, un amendement proposé par le représentant de l'Australie (A/C.6/265), aux termes duquel, en ce qui concerne la prévention et la répression des actes de génocide, une partie à la Convention peut faire appel à tout organe compétent des Nations Unies pour lui demander de prendre toutes mesures appropriées conformément à la Charte des Nations Unies.

16. Le représentant du Royaume-Uni et celui de la République socialiste soviétique d'Ukraine ont proposé un nouvel article relatif à l'application

^m La Commission a, par la suite, modifié l'article VII qui, dans le texte définitif, est devenu l'article VI (voir paragraphe 22 du présent rapport).
^{mm} Par suite du regroupement et de la nouvelle numérotation des articles décidés par le Comité de rédaction, le deuxième paragraphe de l'article X est devenu l'article VIII du texte définitif.

la Convention aux territoires non autonomes. L'amendement proposé par le Royaume-Uni (A/C.6/236) portait que, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, l'application de la Convention pouvait être étendue à tout territoire dont la partie en question dirige les relations extérieures. L'amendement de la République socialiste soviétique d'Ukraine (A/C.6/264) portait que la Convention devait s'appliquer dans les mêmes conditions aux territoires de la partie contractante et à tous territoires à l'égard desquels elle-même exerce les fonctions d'autorité de direction et d'administration y compris les territoires sous tutelle et les autres territoires non autonomes. A sa 107^{ème} séance, la Commission a repoussé l'amendement de l'Ukraine par 9 voix contre 10 et 14 abstentions, et adopté l'amendement du Royaume-Uni par 18 voix contre 9 et 14 abstentions. La Commission a également adopté, à sa 108^{ème} séance, un projet de résolution présenté par le représentant de l'Iran (résolution C) qui recommande aux Membres des Nations Unies administrant des territoires non autonomes de prendre les mesures nécessaires et possibles pour que les dispositions de la Convention puissent être étendues auxdits territoires aussitôt que possible.

7. Après avoir achevé l'examen des dispositions finales du projet de Convention présenté par le Comité spécial (article XI-XIX), la Commission a commencé l'examen du préambule de la Convention au cours de sa 110^{ème} séance. Elle a adopté, par 38 voix contre 9 et 5 abstentions, un texte proposé par le représentant du Venezuela (A/C.6/261).

18. Au cours de sa 104^{ème} séance, tenue le 13 novembre 1948, la Sixième Commission a créé un Comité de rédaction composé des représentants de la Belgique, de la Chine, de Cuba, de l'Egypte, de la France, de la Pologne, de l'Union des Républiques socialistes soviétiques, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique. Ultérieurement, le nombre des membres du Comité a porté de neuf à treize, par l'adjonction des représentants de l'Australie, du Brésil, de la Tchécoslovaquie et de l'Iran. Etant donné que le représentant de Cuba n'était pas en mesure de prendre part aux travaux, le Comité a désigné le représentant de l'Uruguay pour prendre sa place. On a renvoyé au Comité de rédaction le texte des articles du projet de Convention, le préambule et les deux résolutions traitant de l'étude de la question d'une juridiction internationale et de l'application de la Convention sur le génocide en ce qui concerne les territoires non autonomes.

19. Le 23 novembre 1948, le Comité de rédaction a présenté son rapport à la Sixième Commission (A/C.6/288). Dans ce rapport, le Comité de rédaction recommandait à la Sixième Commission l'adoption de trois projets de résolution : A) un projet de résolution recommandant l'adoption du projet de convention sur le génocide par l'Assemblée générale ; B) un projet de résolution relatif à l'étude, par la Commission du droit international, de la question d'une juridiction pénale internationale (A/C.6/271) ; C) un projet de résolution traitant de l'application de la convention sur le génocide en ce qui concerne les territoires non autonomes (A/C.6/272).

20. Le rapport du Comité de rédaction et les textes révisés présentés par lui, ont été examinés par la Sixième Commission entre sa 128ème et sa 134ème séance. Les représentants des Etats-Unis d'Amérique (articles III et VI, A/C.6/295) et de l'Inde (articles II, VI, IX et XVII, A/C.6/299) ont proposé des amendements au texte révisé du projet de convention. Les représentants de la Belgique, du Royaume-Uni et des Etats-Unis d'Amérique ont également présenté un amendement commun (article IX, A/C.6/305). En outre, plusieurs amendements ont été présentés oralement pour les articles qui avaient fait l'objet de propositions officielles d'amendement.

21. Lors de la 128ème séance de la Commission, les représentants de l'Egypte, de l'Iran et de l'Uruguay ont proposé que la Commission examine à nouveau la question d'exclure la mention des "groupes politiques" à l'article II de la Convention. Après avoir entendu une déclaration du représentant des Etats-Unis d'Amérique en faveur de cette exclusion, la Commission a décidé par un scrutin à la majorité des deux tiers, et par 26 voix contre 4 et 9 abstentions, de procéder à un nouvel examen de la question. Puis, la Commission, par un deuxième scrutin de 22 voix contre 6 et 12 abstentions, a décidé d'exclure les groupes politiques de l'énumération des groupes protégés par l'article II.

22. Au cours des 129ème et 130ème séances, la Commission a discuté un nouveau texte de l'article VI relatif à la question de la compétence. La Commission a décidé en premier lieu, par un scrutin à la majorité des deux tiers et par 33 voix contre 9 et 6 abstentions, de procéder à un nouvel examen de l'article. Elle a ensuite adopté par 29 voix contre 9 et 5 abstentions un texte révisé de l'amendement à l'article VI proposé par la délégation des Etats-Unis d'Amérique, présenté par le représentant de la France et élaboré de concert par les représentants de la Belgique, des Etats-Unis d'Amérique et de la France. Ce texte ajoutait les mots suivants à la fin de l'article VI : "ou devant la Cour criminelle, internationale qui sera compétente à l'égard de celles des parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction".

23. A sa 133ème séance, la Commission a voté sur les trois projets de résolution qui figurent dans le document A/C.6/289. Par 30 voix contre 8 et 8 abstentions la Commission a adopté le projet de résolution I et le projet de convention joint en annexe tel qu'il avait été modifié par la Commission. Par 27 voix contre 5 et 6 abstentions la Commission a adopté le projet de résolution II. Enfin, elle a, par 29 voix contre zéro et 7 abstentions, adopté le projet de résolution III.

24. A sa 134ème séance, la Commission a accepté de mentionner dans son rapport à l'Assemblée générale, l'idée contenue dans un amendement à l'article VI présenté par le représentant de l'Inde en vertu duquel "au disposition du présent article n'affecte le droit que possède tout Etat traduire devant ses propres tribunaux l'un quelconque de ses ressortissants à raison d'actes commis hors de son territoire". Sur ce, le représentant de la Suède a demandé que le rapport mentionne également que l'article VI n'exclut pas la juridiction d'un Etat sur les crimes dont ses ressortissants ont été victimes hors du territoire national. Après un échange de vues sur les questions soulevées à ce propos, la Commission a adopté lors de sa 134ème séance, par 20 voix contre 8 et 6 abstentions, un texte explicatif destiné à être inséré dans le présent rapport. ~~xxx~~

25. La Commission recommande donc l'adoption par l'Assemblée générale des trois projets de résolution ci-après :

En voici le texte :

"La première partie de l'article VI vise l'obligation de l'Etat du territoire duquel des actes de génocide ont été commis. C'est ainsi, notamment, qu'il n'affecte pas le droit que possède tout Etat de traduire devant ses propres tribunaux l'un quelconque de ses ressortissants à raison d'actes commis hors de son territoire."

En ce qui concerne les réserves faites par certains représentants en ce qui concerne le projet de convention, voir les comptes rendus analytiques des 132ème et 133ème séances de la Commission.

PREVENTION ET REPRESSION DU CRIME DE GENOCIDE.

A.

Résolution concernant l'adoption de la Convention
pour la prévention et la répression du crime de génocide
et texte de la Convention

I

L'ASSEMBLEE GENERALE

APPROUVE le texte ci-annexé de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide et soumet cette Convention à la signature et à la ratification ou à l'adhésion conformément à l'article XI de la Convention.

ANNEXE

CONVENTION POUR LA PREVENTION ET LA REPRESSION DU CRIME DE GENOCIDE

LES PARTIES CONTRACTANTES,

CONSIDERANT que l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies, par sa Résolution 96 (I) en date du 11 décembre 1946, a déclaré que le génocide est un crime du droit des gens, en contradiction avec l'esprit et les fins des Nations Unies et que le monde civilisé condamne;

RECONNAISSANT qu'à toutes les périodes de l'histoire le génocide a infligé de grandes pertes à l'humanité;

CONVAINCUS que pour libérer l'humanité d'un fléau aussi odieux, la coopération internationale est nécessaire;

CONVIENNENT DE CE QUI SUIT :

ARTICLE I

Les Parties contractantes confirment que le génocide, qu'il soit commis en temps de paix ou en temps de guerre, est un crime du droit des gens, qu'elles s'engagent à prévenir et à punir.

ARTICLE II

Dans la présente Convention, le génocide s'entend de l'un quelconque des actes ci-après, commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux, comme tel :

- a) Meurtre de membres du groupe;
- b) Atteinte grave à l'intégrité physique ou mentale de membres du groupe;
- c) Soumission intentionnelle du groupe à des conditions d'existence devant entraîner sa destruction physique totale ou partielle;

- d) Mesures visant à entraver les naissances au sein du groupe;
- e) Transfert forcé d'enfants du groupe à un autre groupe.

ARTICLE III

Seront punis les actes suivants :

- a) Le génocide;
- b) L'entente en vue de commettre le génocide;
- c) L'incitation directe et publique à commettre le génocide;
- d) La tentative de génocide;
- e) La complicité dans le génocide;

ARTICLE IV

Les personnes ayant commis le génocide ou l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront punies, qu'elles soient des gouvernants, des fonctionnaires ou des particuliers.

ARTICLE V

Les Parties contractantes s'engagent à prendre, conformément à leurs constitutions respectives, les mesures législatives nécessaires pour assurer l'application des dispositions de la présente Convention, et notamment à prévoir des sanctions pénales efficaces frappant les personnes coupables de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

ARTICLE VI

Les personnes accusées de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III seront traduites devant les tribunaux compétents de l'Etat sur le territoire duquel l'acte a été commis, ou devant la Cour criminelle internationale qui sera compétente à l'égard de celles des Parties contractantes qui en auront reconnu la juridiction,

ARTICLE VII

Le génocide et les autres actes énumérés à l'article III ne seront pas considérés comme des crimes politiques pour ce qui est de l'extradition

Les Parties contractantes s'engagent en pareil cas à accorder l'extradition conformément à leur législation et aux traités en vigueur.

ARTICLE VIII

Toute Partie contractante peut saisir les organes compétents des Nations Unies afin que ceux-ci prennent, conformément à la Charte des Nations Unies les mesures qu'ils jugent appropriées pour la prévention et la répression des actes de génocide ou de l'un quelconque des autres actes énumérés à l'article III.

ARTICLE IX

Les différends entre les Parties contractantes relatifs à l'interprétation ou l'exécution de la présente Convention, y compris ceux relatifs à la responsabilité d'un Etat en matière de génocide ou de l'un

quelconque des autres actes énumérés à l'article III, seront soumis à la Cour internationale de Justice, à la requête d'une Partie au différend.

ARTICLE X

La présente Convention dont les textes anglais, chinois, espagnol, français et russe feront également foi, portera la date du ...

ARTICLE XI

La présente Convention sera ouverte jusqu'au 31 décembre 1949 à la signature au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non Membre à qui l'Assemblée générale aura adressé une invitation à cet effet.

La présente Convention sera ratifiée et les instruments de ratification seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

A partir du 1er janvier 1950, il pourra être adhéré à la présente Convention au nom de tout Membre des Nations Unies et de tout Etat non Membre qui aura reçu l'invitation susmentionnée.

Les instruments d'adhésion seront déposés auprès du Secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE XII

Toute Partie contractante pourra, à tout moment, par notification adressée au Secrétaire général des Nations Unies, étendre l'application de la présente Convention à tous les territoires ou à l'un quelconque des territoires dont elle dirige les relations extérieures.

ARTICLE XIII

Dès le jour où les vingt premiers instruments de ratification ou d'adhésion auront été déposés, le Secrétaire général en dressera procès-verbal. Il transmettra copie de ce procès-verbal à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux non Membres visés par l'article XI.

La présente Convention entrera en vigueur le quatre-vingt-dixième jour qui suivra la date du dépôt du vingtième instrument de ratification ou d'adhésion.

Toute ratification ou adhésion effectuée ultérieurement à la dernière date prendra effet le quatre-vingt-dixième jour qui suivra le dépôt de l'instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE XIV

La présente Convention aura une durée de dix ans à partir de la date de son entrée en vigueur.

Elle restera par la suite en vigueur pour une période de cinq ans et ainsi de suite, vis-à-vis des Parties contractantes qui ne l'auront pas dénoncée six mois au moins avant l'expiration du terme.

La dénonciation se fera par notification écrite adressée au Secrétaire général des Nations Unies.

ARTICLE XV

Si, par suite de dénonciations, le nombre des Parties à la présente Convention se trouve ramené à moins de seize, la Convention cessera d'être en vigueur à partir de la date à laquelle la dernière de ces dénonciations prendra effet.

ARTICLE XVI

Une demande de révision de la présente Convention pourra être formulée en tout temps par toute Partie contractante, par voie de notification écrite adressée au Secrétaire général.

L'Assemblée générale statuera sur les mesures à prendre, le cas échéant, au sujet de cette demande.

ARTICLE XVII

Le Secrétaire général des Nations Unies notifiera ce qui suit à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non Membres visés par l'article XI :

- a) Les signatures, ratifications et adhésions reçues en application de l'article XI;
- b) Les notifications reçues en application de l'article XII;
- c) La date à laquelle la présente Convention entrera en vigueur, en application de l'article XIII;
- d) Les dénonciations reçues en application de l'article XIV;
- e) L'abrogation de la Convention, en application de l'article XV;
- f) Les notifications reçues en application de l'article XVI.

ARTICLE XVIII

L'original de la présente Convention sera déposé aux archives de l'Organisation des Nations Unies.

Une copie certifiée conforme sera adressée à tous les Etats Membres des Nations Unies et aux Etats non Membres visés par l'article XI.

ARTICLE XIX

La présente Convention sera enregistrée par le Secrétaire général des Nations Unies à la date de son entrée en vigueur.

B.

Résolution concernant l'étude par la Commission du droit international de la question d'une juridiction criminelle internationale

L'ASSEMBLEE GENERALE,

CONSIDERANT que l'examen de la Convention sur la prévention et la répression du crime de génocide a soulevé la question de savoir s'il est souhaitable et possible de traduire devant un tribunal international compétent les personnes accusées d'avoir commis le crime de génocide,

CONSIDERANT qu'au cours de l'évolution de la communauté internationale, le besoin d'un organe judiciaire international chargé de juger certains crimes du droit des gens se fera de plus en plus sentir,

INVITE la Commission du droit international à examiner s'il est souhaitable et possible de créer un organe judiciaire international chargé de juger les personnes accusées de crimes de génocide ou d'autres crimes qui seraient de la compétence de cet organe en vertu de conventions internationales,

INVITE la Commission du droit international, lorsqu'elle procédera à cet examen, à accorder son attention à la possibilité de créer une Chambre criminelle de la Cour internationale de Justice.

C.

Résolution concernant l'application de la Convention
pour la prévention et la répression du crime de génocide
aux territoires non autonomes

L'ASSEMBLEE GENERALE recommande aux Parties à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide qui administrent des territoires dépendants, de prendre les mesures nécessaires et possibles pour que les dispositions de la Convention puissent être étendues à ces territoires dans le plus bref délai.
